

Colloque « *Pauvreté et Développement Durable* »

(Bordeaux 22 – 23 novembre 2001)

Ecosystèmes et pauvreté: la *pampa* brésilienne et les facteurs institutionnels et historiques dans la formation d'un développement inégal

Eduardo Ernesto FELIPPI¹

*Economic theory without economic history is scholasticism.
Economic history without theory is blind. [Brenner, 2000]*

Abstract

The State of Rio Grande do Sul, in the southern extremity of Brazil, shows the best results for the HDI - Human Development Index among the Brazilian States. But, it hides a paradox: good results are seen in the “Northern half” of the State, where one can observe a very diversified economy (industries, services and family agriculture, mainly). On the other hand, there is the “Southern half”, with a declining economy and an unequal agrarian structure. So, this paper aims to show some of the economic and demographic factors of the decline of the “Southern half” economy.

Mots-clés : Brésil méridional – Rio Grande do Sul - inégalités foncières – développement durable

Introduction

Pour expliquer le phénomène de la pauvreté les scientifiques sociales en général - et les économistes en particulier - utilisent (a) des facteurs physiques: des sécheresses, d'épuisement du sol, des inondations, etc; et/ou (b) des facteurs socio-politiques y s'ajoutent, comme la fragilité du système juridique. Cet ensemble de facteurs naturels et socio-politiques nourrissent, réciproquement, le maintien de la pauvreté, une fois que, généralement, les territoires concernés pour la pauvreté chronique ont peu des ressources – surtout financières - pour faire face à ce phénomène.

¹ C3ED – Centre d'Economie, d'Ethique et de l'Environnement pour le Développement / Université de Versailles St-Quentin-en-Yvelines; et UFRGS - Université Fédérale du Rio Grande do Sul, Porto Alegre - Brésil. E-mail: edu_292000@yahoo.com.br

Plus particulièrement, en Amérique Latine, dans l'ensemble des problèmes de développement [inégal] qu'y se trouvent, on a la diversité des écosystèmes qui demandent des stratégies exclusives de développement économique. Ainsi, par exemple, la région de la forêt amazonienne présente le problème de la durabilité social des « peuples de la forêt », soit des indigènes, soit l'économie extractive des non-indigènes, parfois abusive. Il y a, aussi, les Andes, avec le dilemme entre l'agriculture d'altitude autochtone et les hautes taux de croissance des populations qu'y habitent; ou le nord-est brésilien – où on trouve les écosystèmes du *sertão* et de la *caatinga* – et son problème chronique de sécheresse.

Cependant, au-delà de ces écosystèmes plus ou moins étudiés, ce qui nous intéresse dans cette étude c'est un territoire de l'Amérique Latine peu médiatique, mais qui présente des caractéristiques qui méritent des recherches approfondies: l'extrême sud du Brésil, où se trouve l'écosystème de la *pampa*. Ce un paysage de 157 mille km² du côté brésilien, constitué par une prairie homogène, graminée, avec des collines surbaissées (les *coxilhas*), partagé avec l'Argentine et l'Uruguay.

A cause de sa formation végétale, le territoire de la *pampa* était déjà destiné à l'élevage extensif dès le début de la colonisation (XVIIe siècle), c'est qui est à l'origine de l'inégalité en termes de peuplement et qui explique sa faible densité démographique (3,55 hab/km²). Ainsi, la *pampa* brésilienne a conservé, jusqu'aujourd'hui, une structure économique peu diversifiée, fortement dépendante de matières premières agricoles - élevage et riz - dans une structure foncière très inégale, où se concentrent la majorité des établissements de la portion sud du pays avec plus de 1.000 ha, et où le bétail est laissé « aux lois de la nature » [Pébayle, 1989: 78].

D'abord, il faut prendre en compte que le sud du pays est considéré, *grosso modo*, comme la région la plus développée du pays, spécialement le Rio Grande do Sul, l'Etat de la fédération brésilienne qui abrite la *pampa*. Cependant, malgré la sensible amélioration de l'IDH – Indice de Développement Humain brésilien (de 0.394, en 1960, à 0.739, en 1999), les données régionales possèdent des importantes inégalités. Ces inégalités sont, généralement, plus marquées dans les régions où demeurent profondes – et historiques – indices de concentration foncière. En 1999, l'IDH de l'extrême méridional du Brésil était de 0.64, semblable à celui des régions les plus pauvres du pays.

Différemment de la pauvreté rurale de l'Inde et du Bangladesh, où le manque de ressources monétaires est étroitement lié aux petites dimensions des établissements agraires,

phénomène lequel empêcherait l'obtention des économies d'échelle [Chambers, 1990], la taille des établissements agricoles de la *pampa*, allié au type d'activité économique y pratiqué, montrent des aspects de manque de *capabilities* du territoire pour sortir de la pauvreté [Anand & Sen, 2000; Sen, 2000]. C'est-à-dire, le manque de possibilités à partir d'un héritage d'inégalités: monoculture dans une structure foncière inégale, générant, en conséquence, une structure économique peu diversifiée et dépendante de l'exportation des marchandises sans valeur ajoutée.

Ainsi, en ce qui concerne cet article, on explore la dimension pauvreté – inégalité du territoire. Plus particulièrement renforcée par (a) la diminution du rôle régulateur de l'Etat brésilien pendant les années 90' (sous le *Plan Real*); et (b) l'approfondissement des accords du Mercosur [Salama, 1998]. Toutefois, on analyse, aussi, quelques expériences de développement durable dans la *pampa* brésilienne - surtout originaires des programmes de réforme agraire - qui sont en train de changer le profil économique du territoire.

1/ Le développement et la croissance

Les aspects sociaux et économiques autour du mot « développement » sont multiples: de l'accès aux besoins essentiels, comme la santé et l'éducation, au maintien des institutions démocratiques, bien que la manque de démocratie n'ait pas empêché l'achèvement de la croissance économique dans l'histoire récente de l'Amérique Latine. En effet, démocratie et croissance économique ne sont pas nécessairement liés et l'Amérique Latine en est une illustration.

Les inégalités économiques et sociales, et même leurs progressives augmentations, surtout dans les années 1970 e 1980, montrent que l'Argentine et le Brésil – les plus grandes économies de l'Amérique du Sud - ont présenté des taux de croissance économique spectaculaires dans leurs périodes non démocratiques. Cependant, il y a dix ans, dès la mise en marche de politiques économiques plus rigides, la croissance de l'activité économique a également commencé à être menacée. Ainsi, entre les années 1980 et 1990, en moyenne annuelle, l'Argentine a vu son économie croître de façon négative (-0,3%), et sa population croître de 1,3%. Dans le même période, le Brésil a eu une croissance du PIB de 2,8% et sa population a augmenté 3,2% (Banque Mondiale, 1999).

Les années 1990 ont montré le retour des plans de stabilisation économiques de type orthodoxe, fondées sur le contrôle de l'offre de monnaie et des dépenses publiques, ainsi que la

promotion des privatisations et un nouveau modèle de « gestion de l'Etat », plus passif en terme d'activité économique. Un autre aspect de cette décennie était le processus d'ouverture économique, à travers la mise sur pied de zones de libre-échange, dont le Mercosur (3) est le plus important exemple de la région.

Si l'on observe les statistiques des années 90', il apparaît que la situation dans la région s'est beaucoup améliorée. Ainsi, les taux annuels moyens de croissance dans la dernière décennie, montrent que l'économie argentine a cru de 4,5%, par an, tandis que sa population augmentait de quelque 1,3%; pour le Brésil, les chiffres sont 3,1% et 1,7%, respectivement. Si l'on considère un troisième pays de la région, l'Uruguay, on s'aperçoit que, dans le même période, pendant que la population croisait de 0,6%, l'économie croisait de 3,7%. [Banque Mondiale, 1999].

De c fait, l'IDH – Indice de Développement Humain, dans ces trois pays, s'est beaucoup amélioré dès les années 1960. Selon le Tableau 01, on peut voir que les donnés montrent une nette augmentation de l'indice, soit un rapprochement des valeurs observées dans les pays le plus développés du monde.

On peut noter que le Brésil présente une considérable amélioration de l'IDH, en passant de 0.394, en 1960, à 0.809, en 1998, période pendant laquelle il y a eu une augmentation de l'espérance de vie, du niveau de l'éducation et du revenu national par tête, soit, les éléments qui composent l'IDH.

Tableau 01 - IDH – Argentine, Brésil et Uruguay entre 1960 et 1999

Période	Argentine	Brésil	Uruguay
1960	0.667	0.394	0.737
1970	0.784	0.507	0.748
1980	0.790	0.673	0.790
1992	0.853	0.756	0.853
1994	0.884	0.783	0.884
1995	0.888	0.809	0.885
1999(*)	0.827	0.739	0.826

Source : CEDEP [2001]

(*) changement de méthodologie

Cependant, il est important de remarquer que l'IDH ne mesure pas les inégalités internes dans chaque pays évalué. C'est à dire que cet indice est mesure à l'échelle nationale et il cache des inégalités régionales.

En réalité, soutenir une conception de « développement de l'Amérique Latine », au sens large de l'expression, dans un continent très contrasté, où le terme « croissance », est souvent utilisé dans le même sens que « développement », ne fait que décourager les analyses locales, territorialisées.

Dès lors, quel type de développement cherche-t-on? En arrière plan, dans cet article, on postule que le manque de vision historique des inégalités, au sein des différents territoires qui composent l'Amérique Latine, ne conduira pas les agents économiques – que se soient les gouvernements, les entrepreneurs ou les ONGs - à un diagnostic valable pour penser le développement de ces territoires au long terme.

Dans cette perspective, on présente la Moitié Sud de l'Etat du Rio Grande do Sul (RS), un territoire de 157.900 km², à l'extrême sud du Brésil, enclavé entre deux partenaires du Mercosur - l'Argentine et l'Uruguay -, et qui s'est constitué sur des fortes inégalités foncières, allié à une conception équivoqué de développement. L'argument est que ces inégalités peuvent être à l'origine des déclin économique et démographique du territoire.

2/ L'extrême sud du Brésil : quelques données fondamentales

Les chercheurs, notamment les étrangers – les *brésilianistes* - sont, dans un large mesure, attirés par le nord du Brésil, en particulier par les régions du Nord-Est et de l'Amazonie, les plus pauvres du pays. Cependant, d'autres régions brésiliennes montrent, aussi, une assez grande diversité des paysages et des formes d'adaptation de l'homme que le nord du Brésil.

A l'extrême méridional du Brésil, à côté des frontières avec l'Argentine et l'Uruguay, on peut observer une des régions les plus contrastés du pays. D'abord, il faut prendre en compte que le sud du pays est considéré, *grosso modo*, comme la région la plus développée du pays, spécialement l'Etat du RS. En termes généraux, l'ensemble de l'état du Rio Grande do Sul, a yant Porto Alegre comme capitale, s'étend sur 282.000 km² (3,3% du territoire brésilien), où habitent 10.181.749 habitants (6,0% de la population brésilienne), c'est à dire, en moyenne, 36,1 hab./km².

Cependant, des analyses plus précises montrent une réalité très inégale dans le RS. Les progrès en termes de développement touchent peu la portion sud de l'Etat – la Moitié Sud, ou MS -, région qui depuis des décennies présente un déclin économique et démographique. Ainsi, deux aspects du déclin du territoire peuvent être étudiés.

En ce qui concerne l'occupation spatiale, elle est très inégale entre les moitiés nord et sud du RS. Les dernières données montrent que seulement 25,0% de la population totale de l'Etat habitait la MS [IBGE, 2000]. Cependant, au début du 20ème siècle, la MS comptait 52,1% de la population totale de l'Etat du RS; au milieu du siècle, ce chiffre avait chuté à 32,8% et, en 1991, la population de la MS représentait seulement 25,2% du RS.

L'autre donnée intéressante est la comparaison entre les densités démographiques de la MS - 3,55 hab./km² – et celle de la capitale, Porto Alegre, et sa région métropolitaine, 438 hab./km² (35,5% de la population du RS). Ces données montrent bien l'attractivité qu'exercent sur la main d'œuvre les activités industrielles et de services dans les régions les plus urbanisées de l'Etat. [Felippi, 2001].

Le deuxième aspect, lié à l'activité économique, où la Moitié Nord (MN) possède une activité économique diversifiée et croissante, par rapport à la MS. Celle-ci est fondée sur le secteur primaire, modernisé par la « Révolution Verte » (RV), intensive en capital et peu intensive en main d'œuvre.

En 1997, la MS, représentait seulement 18,7% du PIB total de l'Etat [Klering, 1998]. On peut noter que dans la MS tous les secteurs d'activité économique ont peu à peu perdu leur place au profit d'autres régions productives du RS. Ainsi, en 2000, selon la FIERGS – la fédération qui regroupe les entrepreneurs industriels de l'Etat du RS -, la MS représentait 16,5% du PIB total du RS, dont seulement 27,7% du secteur primaire et 10,7% du secteur industriel de l'Etat [FIERGS, 2001].

Pour comprendre l'évolution négative de l'économie de la portion extrême méridionale du Brésil, il faut prendre en compte deux ensembles d'aspects : (a) les différents enjeux de l'occupation du territoire du RS, c'est à dire, la structure foncière, et (b) le changement du rôle de l'Etat brésilien en matière de régulation économique et, plus particulièrement, en ce qui concerne les marchés agricoles.

2-1/ L'occupation humaine du territoire de la Moitié Sud du RS

En ce qui concerne l'occupation du territoire du RS, il faut comprendre les différentes conceptions d'exploitation de la terre à l'extrême sud du Brésil, notamment à travers les différentes époques d'occupation du territoire.

Comme affirme Frances Stewart,

« (...) a large part of any particular distribution is determined by factors inherited from the past – in particular, the stock and distribution of capital (monetary, physical and human) » [Stewart, 1999: 08]

Ces différences historiques en termes d'occupation du territoire du RS font que l'Etat est caractérisé par l'existence d'une structure économique extrêmement contrastée entre ses deux moitiés; plus précisément, en égard au secteur primaire, la présence d'une agriculture « duale ». D'un côté, l'agriculture de type familial et pluriactive, surtout dans le territoire de la Moitié Nord (MN), avec des établissements de petite taille (jusqu'à 50 ha) et, de l'autre côté, l'agriculture de grande taille, et peu diversifiée, dans la MS. Cette dualité a des racines historiques et qui sont à la base des différents problèmes entre les deux moitiés.

Historiquement, la MN est une région de colonisation récente, ayant été colonisée de façon définitive à partir de la deuxième partie du 19ème siècle, par des immigrants allemands et italiens. De plus, du fait de ses caractéristiques historiques, la MN s'est constituée comme un espace privilégié de pérennité des PME, lesquels contiennent des « potentialités endogènes », condition indispensable aux entrepreneurs [Ganne, 2000].

D'occupation humaine plus ancienne - autour du 17ème siècle -, résultat des confrontations militaires et diplomatiques entre le Portugal et l'Espagne au sujet de la souveraineté sur la zone du *Rio de la Plata* (4), la MS est restée à côté de l'intégration économique nationale brésilienne, historiquement centrée sur l'exploitation commerciale des produits tropicaux, notamment le sucre et le café.

Ainsi, comme résultat de la constitution historique du Brésil, le territoire de la MS a peu modifié sa structure productive pendant des siècles, basée sur une économie agricole d'établissements de grandes dimensions – plus de 500 ha [INCRA, 2000] -, de tradition d'élevage extensif (entre 1 et 1,5 bétails par hectare). Ce type d'activité économique a perduré du début des activités sédentaires dans le territoire – 18ème siècle - jusqu'au milieu du 20ème siècle. A partir de 1950, dans le territoire de la MS, sans aucun changement de la structure d'exploitation de la terre, il a eu le début de l'exploitation commerciale du soja et du riz.

Comme a noté Bertrand Schmitt, à propos de l'étroite relation entre production agricole et héritage historique,

« (...) l'espace [physique] reste le support et le facteur de production spécifique de l'activité agricole: la dotation en terre et sa qualité sont encore des éléments discriminants de la localisation des productions agricoles, soit par effet direct, soit par héritage historique » [Schmitt, 1996: 364]

Cet « héritage historique » peut être observé à travers la structure foncière de l'Etat du RS (Tableau 02).

Environ 88% des établissements de l'Etat du RS possèdent entre 1 et 50 hectares – ce sont là, *a priori*, les établissements d'une taille plus proche de la conception d'agriculture familiale. Ceux-ci correspondent seulement à 30,7% de la surface totale de l'agriculture de l'Etat. On peut noter, aussi, que 1,2% des établissements, au-dessus de 500 hectares, considérés comme latifundia, occupent quelque 32,9% de la surface totale, surtout localisés dans le territoire de la MS.

Tableau 02 - Structure foncière de l'État du Rio Grande do Sul en 2000

Classement par surface	Total d'établissements	Surface totale
moins que 5 ha	101.266 (18,3%)	317.047,9 (1,4%)
Entre 5,1 et 10 ha	112.721 (20,4%)	859.044,5 (3,8%)
Entre 10,1 et 50 ha	273.296 (49,4%)	5.763.300,0 (25,5%)
Entre 50,1 et 100 ha	30.204 (5,5%)	2.112.986,4 (9,3%)
Entre 100,1 et 500 ha	28.944 (5,2%)	6.146.875,1 (27,2%)
Entre 500,1 et 1000 ha	4.580 (0,8%)	3.190.070,2 (14,1%)
Entre 1000,1 et 5000 ha	2.133 (0,4%)	3.792.580,4 (16,8%)
Entre 5001 et 10.000	70 (0,0%)	449.324,6 (2,0%)
total général	553.230 (100,0%)	22.631.229,1 (100,0%)
moyenne	-	40,9 ha

Source: INCRA [2000]

Le pouvoir de maintenir cette structure foncière très inégale pendant des siècles était lié à la stratégie de croissance économique du pays. La MS s'est constitué comme, exclusivement, une région de production de matières premières agricoles, de même que d'autres régions – ou même des pays entiers - de l'Amérique Latine. Cet aspect doit être exploré à partir des expériences d'industrialisation du continent.

Entre la « Grande Dépression » des années 1930, et la 2ème Guerre Mondiale, ont commencé des mouvements d'industrialisation en l'Amérique Latine qui avaient un double objectif: (a) élargir les marchés internes, à travers la multiplication des emplois, au-delà que (b)

établir dans les territoires de l'Argentine, du Brésil et du Mexique futurs consommateurs des marchandises des pays industrialisés. Ainsi, le modèle adopté par ces pays, partenaires d'une modernisation capitaliste « tardive » [Mello, 1982], a donné comme résultat une augmentation de leurs activités industrielles, aussi bien que, naturellement, de leurs taux d'urbanisation.

En effet, dans cette époque, il y a eu un mouvement typiquement keynésien – dans le sens que, dans l'ensemble de l'Amérique Latine, on a vu un type de « capitalisme d'Etat », soit conduit par l'Etat - où la création, et l'élargissement, du secteur industriel étaient financées par l'Etat, à partir de l'exportation des matières premières agricoles et des emprunts aux pays les plus avancés. Cependant, cette stratégie a contribué au maintien des inégalités foncières.

Selon James Mahon Jr.,

« (...) many large Latin American countries erected multiple exchange rate systems designed to subsidise industrial-sector imports at the expense of the traditional export sector » [Mahon Jr., 1992: 243]

Au-delà de la continuité d'un

« (...) old “colonial” style of development » [Mahon Jr., 1992: 244]

Comme cas emblématique de cette politique délibérée, on peut prendre, par exemple, le période des années 1970 où, au Brésil, il y a eu l'élargissement de la culture du soja – à l'époque, l'« or vert » -, surtout en ce qui concerne le marché externe, un fois que le soja a été au centre de la révolution agroalimentaire des années 1960. Ainsi, l'augmentation de la surface dédiée à cette culture, est attribuée aux innovations technologiques apportées par la « Révolution Verte » (RV), en particulier les techniques d'exploitation agricole des grandes surfaces et à l'élargissement des frontières agricoles, à travers les programmes de colonisation du centre et du nord du Brésil. Dans le cas du RS, les données montrent que, en 1990, le soja cultivé dans l'Etat représentait 31,7% de la production totale de la *commodité* au Brésil, avant de baisser à 14,1% de la production totale brésilienne en 2000, au profit d'autres régions brésiliennes, [Sampaio, 2001].

2-2/ Le changement du rôle de l'Etat

Le deuxième aspect qui a accéléré le déclin économique de la Moitié Sud a été le changement du rôle de l'Etat fédéral en matière de régulation des marchés agricoles, surtout en ce qui concerne le crédit public à l'agriculture, fortement subventionné de 1965 à 1980, à travers le *SNCR – Système National de Crédit Rural* [Graziano da Silva, 1996].

Il convient, en premier lieu, de rappeler brièvement la politique nationale à propos du rôle de l'Etat brésilien comme inducteur de l'investissement. Le gouvernement brésilien, pendant la période de la dictature militaire (1964-1985), a utilisé deux instruments de politique économique pour faire avancer les investissements dans le pays : (i) la captation d'argent auprès du marché international, en profitant des baisses de taux d'intérêt, notamment jusqu'à la première crise du pétrole, en 1973, et (ii) la dévaluation artificielle de la monnaie nationale pour augmenter la compétitivité des marchandises domestiques sur le marché international.

Cependant, il faut remarquer que

« L'industrialisation du Brésil n'a jamais suivi non plus de modèle pur: ni modèle d'import - substitution, ni modèle orienté vers l'exportation, ni modèle plus "industrialisant et autocentré". Dans tous les cas, il s'agit de stratégies composites irréductibles à un modèle unique » [Courlet & Judet, 1986: 534]

Alors, des années 1960, jusqu'au milieu des années 1980, l'agriculture exportatrice du sud du pays, notamment le soja, le riz et la viande, alliée à la politique gouvernementale de renforcement des nouvelles frontières agricoles - le Centre-Ouest et l'Amazonie -, ont soutenu une balance commerciale positive qui a donné des conditions d'investissements publiques et privées dans l'industrie et les services dans plusieurs régions du pays, notamment le sud et le sud-est.

Néanmoins, les stratégies d'investissements ont beaucoup changé à partir du début des années 1990, comme conséquence de la « crise de la dette » (1982 – 1984) du Tiers Monde. L'adoption de politiques orthodoxes dans les pays du sud – la recette du « Consensus de Washington », et la création de l'OMC – Organisation Mondiale de Commerce, ont conduit l'Etat brésilien à délaisser de plus en plus son rôle actif dans l'économie. A travers une politique délibérée de diminution des dépenses publiques, le marché des produits agricoles, surtout les commodities, est laissé aux libres mouvements du marché.

Il s'ajoute, aussi, un autre phénomène, qui renforce les changements internes de politique économique. Avec l'augmentation des échanges internationaux il y a eu une baisse des prix internationaux des produits agricoles. Ainsi, dans le cas du secteur primaire de la MS, la grande majorité des établissements agricoles qui produisent uniquement des matières premières traditionnelles, sans aucun type de transformation, c'est à dire, sans valeur ajoutée, étaient nettement touchés par les mutations du marché, surtout en ce qui concerne les mouvements d'offre et de demande mondiale de produits agricoles.

Si on observe le mouvement des prix internationaux des commodities typiques du territoire de la MS on voit que, par exemple, le soja en graines, entre 1980 et 1997, a perdu quelque 33,4% de son prix international originel (l'huile et le tourteau ont perdu 29,7% et 36,8%, respectivement). Le même phénomène peut être observé pour le riz – perdant 51,6% - et pour la viande ou la baisse a atteint 55,1%, dans le même période [World Bank, 1998. Calculs de l'auteur].

A partir de ces aspects – l'occupation humaine du territoire et le changement du rôle de l'Etat en ce qui concerne le secteur primaire -, le territoire de la MS est un cas paradigmatique, un fois qu'il continue essentiellement agricole, tandis que d'autres régions du pays – la Moitié Nord du RS, par exemple – diversifient leurs économies en direction des secteurs industriel et des services.

3/ Le développement durable comme condition au développement humain

D'abord,

« (...) le développement durable se veut une tentative pour réencastrier l'économie dans la biosphère comme dans le social au sein d'un projet éthique et politique » [Gendron & Réveret, 2000: 121]

Dans le cadre de proposition de Corinne Gendron et Jean-Pierre Réveret, les caractéristiques du modèle d'augmentation de la production agricole, adopté par les agents privés de la MS, dans un cadre politique promu par les agents publics, ont renforcé deux phénomènes, que l'on dit, contraires à l'idée d'un développement durable: (a) le maintien d'une oligarchie agraire, résultat des inégalités foncières, et (b) les problèmes environnementaux nés de la multiplication de pratiques agricoles intensives en engrais industriels.

A propos du maintien de l'oligarchie agraire dans la MS, il faut tenir en compte que cette combinaison de pouvoirs, d'un côté, économique, et de l'autre côté, politique, n'est pas autonome (6). Il était possible dans une atmosphère de croissance économique brésilienne des « trente glorieuses », c'est à dire, du milieu des années 1940 au milieu des 1970, période qu'on peut appeler *modernisation conservatrice* [Graziano da Silva, 1996], car désigne un type de modernisation qui a touché le secteur primaire, mais n'a pas modifié la configuration de la structure de propriété des établissements ruraux. Cependant, dans cette période, on trouve de plus grandes augmentations de productivité de l'agriculture brésilienne, à côté d'une croissance des inégalités de revenu au Brésil [Hoffmann, 2000].

De plus,

« In Brazil, the relationship between economic growth and inequality can be analysed in a case with minimal intervention of government redistributive policies» [Bowman, 1997: 131]

Le pouvoir de l'oligarchie agraire a eu besoin de toute une série de conditions politiques, institutionnelles et, surtout, économiques pour se maintenir: (i) les prix internationaux croissants des commodities agricoles dans les années 1960 et 1970, (ii) la demande mondiale croissante de matières premières, surtout agricoles, des pays du sud – qui a renforcé la hausse des prix à l'échelle mondiale -, et (iii) la demande interne croissante due à l'urbanisation du pays et à la constitution d'une agro-industrie nationale - née au Brésil dans les années 1970. Ces facteurs ont fait que les régions agricoles, y compris la MS, aient eu un rôle très actif dans l'économie nationale.

Le résultat, sous la forme d'un paradoxe, atteste de la continuité d'une économie fortement agraire, dans certaines régions du pays. Comme dit Mahon Jr.,

« Central to most accounts of twentieth-century Latin American political and economic development is an appreciation of the difficulty involved in breaking with an economic model of primary-product export that favoured a traditional, chiefly land-based oligarchy and its foreign allies. » [Mahon Jr, 1992: 256]

Le deuxième élément qui freine l'émergence du développement durable dans le territoire de la MS est lié aux conséquences de la « Révolution Verte » (RV). S'il est vrai que les progrès techniques et scientifiques liés à la RV ont été responsables de la croissance de la productivité de l'agriculture mondiale, il est vrai, aussi, que l'intensification des engrais industriels est au centre de plusieurs problèmes environnementaux.

Si l'on observe les chiffres de productivité (Tableau 03), on s'aperçoit que, sauf pour le soja, l'Etat du RS est l'un des plus adaptés à l'agriculture, avec une productivité au-dessus de la moyenne brésilienne.

Il faut remarquer que, s'il est vrai que la RV a permis à la MS de prendre une nouvelle importance économique, tant au niveau national qu'international - connue, dans le passé récent, comme le « grenier du Brésil » -, l'accélération du déclin de la MS, plus visible à partir des années 1980, est étroitement liée aux conséquences de pratiques agricoles non durables.

Tableau 03 – Productivité agricole: l'extrême sud du Brésil (RS) X Brésil [moyenne kg/ha, 1999/2000]

Produit	Rio Grande do Sul	Brésil	RS/Brésil (%)
---------	-------------------	--------	---------------

	(RS)		
Riz	5.483,5 (*)	3.042,0	+ 80,3
Haricot	805,0	695,0	+ 15,8
Maïs	2.533,0	2.745,0	- 7,7
Soja	1.526,0	2.387,5	- 36,1
Blé	1.893,5	1.893,0	0,0

Source: l'auteur, à partir des données de Sampaio [2001]

(*) riz asiatique [sols humides], différemment des autres variétés, de sols sèches, plus cultivés au centre et nord brésiliens.

Viglizzo et al. [2001] ont montré comment, dans la *pampa* argentine – qui appartient au même écosystème que la MS -, la surexploitation du sol a créé des contraintes futures sur la durabilité des systèmes agraires. Selon les auteurs,

« Given trade-offs between productivity and sustainability, it seems to be critical to investigate how productivity and sustainability can be reconciled in future intensive farming schemes, to minimise the negative impact of environmental contamination and habitat alteration » [Viglizzo et al., 2001: 78]

Ce type de croissance de la production agricole, typique d'un héritage où les grandes fermes, de plus en plus capitalisées et peu intensives en main d'œuvre, n'est plus possible aujourd'hui, dans la mesure où ce type d'agriculture n'assure pas la durabilité de l'écosystème, et la pérennité des populations qui y vivent, parce que les caractéristiques endogènes de ce type d'agriculture commerciale ne s'accompagnent pas de développement humain.

Dès lors, dans un cadre d'inversion des postulats « (...) human development should be seen as a major contribution to sustainability » [Anand & Sen, 2000, 2038].

Néanmoins, la durabilité de l'activité agricole – à travers le revenu, l'emploi, le niveau de vie, enfin, le développement humain -, peut être observée dans quelques municipalités de la MN du RS. Les villes qui présentent les plus hauts niveaux d'IDH au Brésil sont des villes localisées dans la MN où l'activité économique, surtout l'agriculture familiale, assure une cohésion sociale, économique et institutionnelle, conditions *sine qua non* pour le développement humain [Veiga, 2000].

A propos de cet aspect, Maxime Haubert a apporté une conception très intéressante à propos de l'économie paysanne et de sa pérennité. L'auteur dit que

« Tout d'abord, s'ils [les paysans] ont survécu à travers les siècles et les millénaires, c'est parce qu'ils ont fait preuve d'extraordinaires capacités d'innovation et d'adaptation aux contraintes extrêmement fortes qu'ils ont subi » [Haubert, 1999: 104]

Mais, comment faire la « transformation » des grands espaces fonciers, absolument décapitalisés, en agriculture familiale? Dans l'Etat du RS, au début des années 1980, c'est à dire, dès la redémocratisation du pays, des mouvements sociaux, particulièrement, le plus « visible », le *MST – Mouvement des Ouvriers Ruraux Sans Terre*, ont commencé des pressions pour la réforme agraire. Bien que les résultats soient, encore, limités, on peut observer des avancées en termes de repeuplement de régions autrefois de faible densité humaine.

Plus spécifiquement, dans la MS, surtout à partir du milieu des années 1990, la manière d'agir du pouvoir public – fédéral et de l'Etat du RS – est d'acheter de grands établissements ruraux économiquement affaiblis, pour y faire des *assentamentos*, c'est à dire, constituer des nouveaux espaces de production rurale à partir du morcellement des anciennes fermes de grand taille. Selon les données du MST et de l'INCRA - l'institut public chargé de la réforme agraire -, en ce qui concerne le territoire de la MS, on peut compter quelques 4.871 familles de nouveaux agriculteurs – les *ex-sans terre* - qui représentent 60,6% du total des familles *assentadas* dans l'Etat du RS dès 1986. Au RS, la réforme agraire a été réalisée sur 167.749,96 ha, dont 118.433,67 ha (soit 70,6%) dans la MS. Une autre donnée intéressante est la surface moyenne des nouveaux établissements ruraux: 20,9 ha. [Calculs de l'auteur, à partir de MST, 2001 et de l'INCRA, 2000]

4/ Conclusion

Le territoire de la Moitié Sud, dans l'extrémité sud du Brésil, plus précisément la portion sud de l'Etat du Rio Grande do Sul, présente un déclin progressif pendant des décennies. Les chiffres du développement humain dans ce territoire sont semblables à ceux des régions les plus pauvres du Brésil, contrairement à la Moitié Nord du même Etat, où la diversification économique et l'affirmation des PME est un cas remarquable au Brésil. Le déclin économique de la MS est lié, fondamentalement, à des facteurs comme la structure foncière inégale – liée à l'occupation historique du territoire -, le changement de rôle de l'Etat national, plus passif en termes d'activité économique après 1980 -, et à un facteur exogène, la baisse des prix des produits traditionnels du territoire, c'est à dire, des produits agricoles.

Ce déclin peut être observé à travers des données démographiques – migration en direction des villes plus grandes – et, aussi, par les conséquences environnementales de l'augmentation des engrais industriels dans le secteur primaire qui sont à l'origine de la dégradation du sol (effets de la « Révolution Verte »).

La citation met en exergue le rôle historique – et institutionnel – des inégalités foncières en termes de développement humain.

« Le taux de croissance de l'économie et le degré d'inégalité d'une société sont peut-être déterminé par les institutions sociales et les coutumes héritées de l'histoire »
[Bourguignon, 1998: 62]

Des pratiques plus durables, grâce au morcellement de la structure foncière (la réforme agraire), et au repeuplement du territoire, peuvent créer une atmosphère dans lequel le « capital social » peut se multiplier [Requier-Desjardins, 2000]. Dans cette optique, le rôle public ne saurait être négligé.

5/ Notes

(1) Avec le soutien du CNPq – Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico (Brésil).

(2) *C3ED – Centre d'Economie, d'Ethique et de l'Environnement pour le Développement* / Université de Versailles et UFRGS - Université Fédérale du Rio Grande do Sul (Porto Alegre – Brésil).

E-mail: edu_292000@yahoo.com.br

(3) Le 26 mars 1991, le "Traité d'Asunción" a été signé par les présidents de l'Argentine, du Brésil, du Paraguay et de l'Uruguay. Il marque le début de l'ouverture des frontières économiques entre les quatre pays, avec un même tarif de protection extérieur pour les quatre signataires du Traité.

(4) Le *Rio de la Plata* était la sortie, vers l'Océan Atlantique, des métaux précieux de l'Amérique ibérique vers l'Europe.

(5) à propos de l'établissement de l'oligarchie rurale au Brésil, voyez l'œuvre classique de Raymundo Faoro, Os donos do poder [1958]

6/ Références

- Anand, S. & Sen, A., Human development and economic sustainability. World Development, vol. 28, n° 12, 2000, pp. 2029-2049.
- Banque Mondiale, 1999, Rapport sur le développement dans le monde. Le savoir au service du développement. Paris: Editions ESKA.
- Bourguignon, F., Equité et croissance économique: une nouvelle analyse? Revue Française d'Economie, vol. 13, n° 03, été, 1998, pp. 25–84.
- Bowman, K., Should the Kusnets effect be relied on to induce equalizing growth: evidence from post-1950 development. World Development, vol. 25, n° 01, 1997, pp. 127-143.
- Brenner, Y. S., Economic theory without economic history is scholasticism. Economic history without theory is blind. Journal of Income Distribution, vol. 09, 2000, pp. 01-03.
- CEDEP – Centro de Documentação da Bacia do Prata. UFRGS – IFCH, 2001 (disponible en www.cedep.ifch.ufrgs.br)
- Chambers, R. [1990] Développement rural – La pauvreté cachée. Paris, Karthala / CTA, 374 pp.
- Courlet, C. & Judet, P., Industrialisation et développement: la crise des paradigmes. Revue Tiers - Monde, t. XXVII, n° 107, 1986, pp. 519-536.
- Faoro, R., 1958, Os donos do poder, São Paulo: Globo, Publifolha, 2000, 840 pp.

- Felippi, E., *L'ancien État interventionniste, son nouveau rôle et les régions "oubliées": le cas de l'extrême sud du Brésil*. Notes de Recherche du CERUR - Centre d'Études et de Recherches Urbaines et Régionales / Université de Paris 1 – Sorbonne, Institut de Géographie, n° 16, 2001, 17 pp.
- FIERGS – Federação das Indústrias do Estado do Rio Grande do Sul, 2001, (disponible en www.fiergs.com.br)
- Ganne, B., PME, districts et nouvelles territorialités. In: Courault, B. & Trouvé, Ph. (dir) Les dynamiques de PME: approches internationales. Cahiers du CEE - Centre d'Études de l'Emploi, n° 38, Paris: PUF, 2000, pp. 51-74.
- Gendron, C. & Réveret, J.-P., Le développement durable. Economies et Sociétés, Série F, n° 37, « Développement » - I, 9/2000, 2000, pp. 17–50.
- Graziano da Silva, J., 1996, A nova dinâmica da agricultura brasileira. Campinas: IE / UNICAMP, 217 pp.
- Haubert, M., L'application des politiques libérales dans le secteur agricole et le rôle des paysans comme entrepreneurs. Revue Tiers - Monde, t. XL, n° 157, 1999, pp. 87-106.
- Hoffmann, R., 2000., Distribuição de renda no Brasil: poucos com muito e muitos com muito pouco. (mimeo), 27 pp. (disponible en www.unicamp.br/ie).
- IBGE, 2001, Censo 2000 (disponible en www.ibge.gov.br).
- INCRA, 2000, Sistema de Estatísticas Cadastrais - Rio Grande do Sul. (disponible en www.incra.gov.br)
- Klering, L., 1998, Análise do desempenho dos municípios do Rio Grande do Sul. Porto Alegre, Escola de Administração / UFRGS (mimeo), 56 pp.
- Mahon Jr., J., Was Latin America too rich to prosper? Structural and political obstacles to export-led industrial growth. The Journal of Development Studies, vol. 28, n° 02, 1992, pp. 241–263.
- Mello, J., 1982, O capitalismo tardio. São Paulo: Brasiliense, 8ème éd., 182 pp.
- MST – Movimento dos Trabalhadores Rurais Sem Terra, 2000 (disponible en www.mst.org.br)
- Pébayle, R. [1989] Les brésiliens pionniers et bâtisseurs. Paris, Flammarion, 361 pp.
- Requier-Desjardins, D., On some contributions on the definition and relevance of Social Capital. Cahiers du
- C3ED - Centre d'Économie, d'Éthique et de l'Environnement pour le Développement [Université de Versailles – St.-Quentin-en-Yvelines], 2000, 19 pp.
- Salama, P. [1998] Des nouvelles causes de la pauvreté en Amérique Latine. Problèmes d'Amérique Latine, n° 29, avril-juin, pp. 73-98.
- Sampaio, M., Preços definem o quê plantar. Indicadores Econômicos FEE, vol. 28, n° 04, 2001, pp. 133-141.
- Schmitt, B., Avantages comparatifs, dynamique de population et d'emploi dans les espaces ruraux. Revue d'Économie Régionale et Urbaine, n. 02, 1996, pp. 363-382.
- Sen, A. [2000] Repenser l'inégalité. Paris, Editions du Seuil, 286 pp.
- Stewart, F., Income distribution and development. UNCTAD X - High – level round table on trade and development: directions for the twenty-first century, Bangkok, 12 February 2000, 1999, 30 pp.
- Veiga, J., 2000, Um lugar chamado Feliz. In: A face rural do desenvolvimento - Natureza, território e agricultura. Porto Alegre: Ed. Universidade / UFRGS, pp. 125-128.
- Viglizzo, E. F. et al., Ecological lessons and applications from one century of low external-input farming in the pampas of Argentina. Agriculture, Ecosystems & Environment, vol. 83, n° 1-2, 2001, pp. 65-81.

World Bank , 1998, World Development Indicators. Washington: World Bank.
WRI – World Ressources Institut, 2001, (disponible en www.wri.org)